

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008504]

**16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, articles 25, § 10, et 32, § 5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, article 3 ;

Vu le rapport du 16 février 2024 établi conformément à l'article 3,2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2024 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données du 26 avril 2024 renvoyant à son avis standard n° 65/2023 du 24 mars 2023 relatif à la rédaction des textes normatifs ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 15 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.902/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 18 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre en charge de la Sécurité routière et de la Ministre de l'Emploi, de la Formation et de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, on entend par :

1° l'arrêté royal du 23 mars 1998 : l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié en dernier lieu par l'arrêté du gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

2° l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2018 : l'arrêté ministériel déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur ;

3° les langues de l'examen : les langues de l'examen théorique visées à l'article 32, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 ;

4° l'administration : la Direction de la Régulation du transport par route du Service Public de Wallonie Mobilité et Infrastructures, en charge de la formation à la conduite ;

5° les inspecteurs : les fonctionnaires et agents chargés de l'inspection et du contrôle au sein de la Direction de la Régulation du Transport par route du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ;

6° le Ministre : le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions ;

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique exclusivement à l'examen théorique du permis de conduire dans le cadre d'un projet pilote et concerne les candidats pour lesquels un aménagement des modalités est jugé nécessaire.

Il suspend l'article 25, § 10, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 portant sur le test de perception des risques pour la durée du projet pilote.

**CHAPITRE 2. — Contours de l'examen théorique en session spéciale pendant la durée du projet pilote**

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 32, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, l'examen théorique en session spéciale est réservé aux candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles sont insuffisantes.

Le candidat dont les facultés mentales ou intellectuelles sont insuffisantes s'entend comme celui pour lequel un diagnostic réalisé par un des organismes visés à l'article 4 établit qu'il ne dispose pas des facultés mentales ou intellectuelles suffisantes pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais reconnaît les facultés pour passer l'examen avec des aménagements en session spéciale.

§ 2. Le Ministre ou son délégué établit les modalités relatives aux aménagements de la session spéciale sur base des recommandations du comité de pilotage visé à l'article 12.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 32, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 et à l'article 3, § 3, de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2018, peuvent délivrer une attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale :

1° l'Agence wallonne pour une vie de qualité, en abrégé AViQ ou le Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben, en abrégé DSL ;

2° un centre psycho médicosocial ;

3° un institut d'enseignement spécial ;

4° un médecin spécialisé en neurologie, neuropsychiatrie, neuropédiatrie ;

5° un logopède ;

6° une entreprise de travail adapté ;

7° tout autre organisme désigné par le Ministre ou son délégué, selon les modalités qu'il détermine.

Le Ministre ou son délégué agréé chacun des organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le modèle de l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

L'attestation est valable un an à compter de sa délivrance.

**Art. 5.** L'organisme agréé visé à l'article 4 envoie, dans la base de données prévue à cet effet, l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale octroyée au candidat conformément à l'article 3.

Le Ministre ou son délégué fixe les modalités relatives à la base de données et à l'envoi des attestations.

Lors de l'inscription du candidat à la session spéciale, le centre d'examen consulte la base de données. Il valide l'inscription si l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale a été valablement introduite au nom du candidat par un organisme agréé.

**Art. 6.** Lorsqu'un non-respect des dispositions du présent chapitre est établi dans le chef d'un organisme visé à l'article 4, le Ministre ou son délégué prend l'une des mesures visées à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, à l'encontre de l'organisme concerné conformément à la procédure fixée à l'article 12, § 2.

### CHAPITRE 3. — *Mise en place de l'examen théorique en session adaptée pendant la durée du projet pilote*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 32, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, les candidats dont une des langues de l'examen est la langue maternelle et dont le niveau d'alphabétisation est insuffisant peuvent passer l'examen théorique en session adaptée.

Le candidat dont le niveau d'alphabétisation est insuffisant s'entend comme celui pour lequel un organisme visé à l'article 8, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, établit qu'il ne dispose pas de la maîtrise suffisante des compétences langagières pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais reconnaît, sur base d'un test de positionnement, une maîtrise suffisante pour passer l'examen avec des aménagements en session adaptée.

§ 2. Les candidats dont la maîtrise des langues de l'examen est insuffisante peuvent également passer l'examen en session adaptée.

Le candidat dont la maîtrise des langues de l'examen est insuffisante s'entend comme celui dont aucune langue de l'examen n'est la langue maternelle et pour lequel un organisme visé à l'article 8, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, établit qu'il ne dispose pas de la maîtrise suffisante de l'une de celles-ci pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais dont l'atteinte du niveau de langue tel que visé à l'article 8, § 2 lui permet de passer l'examen avec des aménagements en session adaptée.

§ 3. Le Ministre ou son délégué établit les modalités relatives aux aménagements de la session adaptée sur base des recommandations du comité de pilotage visé à l'article 14.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Peuvent délivrer l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée :

1<sup>o</sup> un organisme exerçant des missions en lien avec l'alphabétisation sous le code NACE-BEL 85207 ;

2<sup>o</sup> un établissement de promotion sociale qui dispense des formations d'alphabétisation ;

3<sup>o</sup> un centre d'insertion socio-professionnelle agréé pour organiser la filière correspondant à la catégorie formation de base conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

4<sup>o</sup> un centre régional pour l'intégration des personnes étrangères agréé visé au titre IV du livre II, partie 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

5<sup>o</sup> une initiative locale d'intégration des personnes étrangères agréée visée au titre V du livre II, partie 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

6<sup>o</sup> un établissement de promotion sociale qui dispense des formations de français langue étrangère.

Le Ministre ou son délégué agréé chacun des organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. S'agissant des candidats visés à l'article 7, § 2, l'organisme visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, ne délivre l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée qu'après production d'un des documents suivants qui atteste l'atteinte, par le candidat, de la maîtrise du niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour l'ensemble des compétences langagières dans une des langues de l'examen :

1<sup>o</sup> une attestation de réussite d'un test linguistique délivrée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, en abrégé FOREm ou autre office régional de la formation professionnelle et de l'emploi ;

2<sup>o</sup> un certificat linguistique délivré par le Bureau de Sélection de l'Administration fédérale, en abrégé SELOR ;

3<sup>o</sup> une attestation de réussite délivrée par un organisme ou un établissement désigné par le Ministre ou son délégué, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Le modèle de l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée est fixé conformément au modèle qui figure à l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

L'attestation est valable un an à compter de sa délivrance.

**Art. 9.** L'organisme agréé visé à l'article 8 envoie, dans la base de données prévue à cet effet :

1<sup>o</sup> l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée octroyée au candidat conformément à l'article 7 ;

2<sup>o</sup> pour les candidats visés à l'article 7, § 2, le document attestant la maîtrise du niveau A2 du Cadre européen commun de référence visé à l'article 8, § 2.

Le Ministre ou son délégué fixe les modalités relatives à la base de données et à l'envoi des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Lors de l'inscription du candidat à la session adaptée, le centre d'examen consulte la base de données. Il valide l'inscription si l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée accompagnée, le cas échéant, du document visé à l'article 8, § 2, a été valablement introduite au nom du candidat par un organisme agréé.

**Art. 10.** Lorsqu'un non-respect des dispositions du présent chapitre est établi dans le chef d'un organisme visé à l'article 8, le Ministre ou son délégué prend l'une des mesures visées à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, à l'encontre de l'organisme concerné conformément à la procédure visée à l'article 12, § 2.

CHAPITRE 4. — *Contrôles et sanctions dans le cadre du projet pilote*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du contrôle de la bonne exécution du projet pilote, les inspecteurs vérifient que :

1° les organismes visés à l'article 4 respectent la condition de délivrance d'une attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale fixée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, et le modèle de l'attestation tel que fixé à l'annexe 1<sup>re</sup>;

2° les organismes visés à l'article 8 respectent les conditions de délivrance d'une attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée fixées à l'article 7, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et à l'article 8, § 2, et le modèle de l'attestation tel que fixé à l'annexe 2.

A des fins de contrôle ou d'enquête :

1° les organismes fournissent, à la demande des inspecteurs, toute information concernant l'application du présent arrêté ;

2° les inspecteurs peuvent consulter la base de données visée aux articles 5 et 9.

§ 2. A l'issue de chaque contrôle, les inspecteurs rédigent un rapport d'inspection.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le rapport d'inspection visé à l'article 11, § 2, établit un non-respect des conditions de délivrance d'une attestation, le Ministre ou son délégué prend l'une des mesures suivantes à l'encontre de l'organisme concerné :

1° un avertissement ;

2° la suspension de l'agrément visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, pour une durée allant d'un mois à un an ;

3° le retrait de l'agrément visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont précédées d'une notification à l'organisme concerné de l'intention de prendre une mesure de sanction à son égard.

La notification mentionne la possibilité de présenter une défense écrite dans un délai de quinze jours suivant la réception de cette notification.

Si la sanction annoncée concerne une mesure de suspension ou de retrait de la reconnaissance, la défense écrite peut s'accompagner d'une demande de défense orale. Dans ce cas, la défense orale a lieu dans les quinze jours de la réception de la défense écrite, conformément au délai visé à l'alinéa 2.

La décision de prendre ou non une mesure visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est notifiée dans un délai de trente jours suivant, selon le cas :

1° la réception de la défense écrite ;

2° la défense orale ;

3° la date d'expiration du délai visé à l'alinéa 2, en cas de non-réception d'une défense écrite dans ce délai.

Si le Ministre ou son délégué ne prend pas de décision dans le délai visé à l'alinéa 4, il est estimé renoncer à la mesure visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 13.** Pendant la période de suspension ou après la décision de retrait de l'agrément en application de l'article 12, l'organisme concerné n'est plus autorisé à délivrer les attestations visées aux articles 4 et 8.

CHAPITRE 5. — *Suivi et évaluation du projet pilote*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Un comité de pilotage est créé par l'administration pour la durée du projet pilote. Il poursuit les missions fixées aux paragraphes 2 et 3.

Le comité de pilotage se compose au minimum :

1° d'un représentant du SPW Mobilité et Infrastructures ;

2° d'un représentant du SPW Intérieur et Action sociale ;

3° d'un représentant du SPW Economie, Emploi et Recherche ;

4° d'un représentant de chacun des organismes d'inspection automobile chargés de l'examen du permis de conduire agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

§ 2. Avant le lancement du projet pilote, le comité de pilotage détermine les modalités d'organisation des examens théoriques en session spéciale et en session adaptée.

La mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut s'organiser en concertation :

1° pour la session spéciale, des organismes visés à l'article 4 ;

2° pour la session adaptée, des organismes visés à l'article 8.

Le comité de pilotage soumet les modalités d'organisation au Ministre ou à son délégué sous la forme de recommandations.

§ 3. Le comité de pilotage se charge du suivi du projet pilote pendant toute la durée de celui-ci.

Le comité de pilotage réalise :

1° des évaluations intermédiaires annuelles ;

2° une évaluation finale au terme du projet pilote.

Les évaluations visées à l'alinéa 2 comprennent l'examen des éléments suivants :

1° la mise en œuvre de manière conjointe d'une session spéciale et d'une session adaptée pour l'examen théorique du permis de conduire ;

2° la pertinence des contours de la session spéciale et de la session adaptée tant au niveau des accès aux candidats qu'aux niveau des organismes habilités à délivrer une attestation de demande de participation ;

3° les modalités d'organisation respectives de la session spéciale et de la session adaptée visées au paragraphe 2 ;

- 4° les taux de participation et les taux de réussite respectifs de la session spéciale et de la session adaptée ;
- 5° la réponse du projet pilote aux besoins du citoyen tout en garantissant la sécurité routière ;
- 6° la pertinence d'un système de sanctions envers les organismes qui délivrent les attestations de participation.

§ 4. Les organismes visés aux articles 4 et 8 et les centres d'examen fournissent à la demande du comité de pilotage tout élément nécessaire à l'exécution de ses missions de suivi et d'évaluation.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le comité de pilotage soumet annuellement un rapport au Ministre.

Ce rapport contient l'évaluation intermédiaire visée à l'article 14, § 3, alinéa 2, 1<sup>o</sup>.

Lorsque le Ministre estime disposer des éléments suffisants sur base du rapport annuel, il peut décider de mettre fin anticipativement au projet-pilote.

§ 2. Au terme du projet pilote, le comité de pilotage soumet un rapport final au Ministre.

Ce rapport contient :

- 1° les éléments de suivi du projet pilote ;
- 2° l'évaluation finale visée à l'article 14, § 3, alinéa 2, 2<sup>o</sup> ;
- 3° des recommandations sur la suite à réserver au projet pilote.

#### CHAPITRE 6. — *Traitement des données à caractère personnel*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les centres d'examen et l'administration traitent les données suivantes :

- 1° les données présentes sur l'attestation de demande de participation à une session spéciale visée à l'article 4 ;
- 2° les données présentes sur l'attestation de demande de participation à une session adaptée visée à l'article 8 ;
- 3° les données présentes sur le document attestant la maîtrise du niveau A2 du Cadre européen commun de référence visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

§ 2. L'administration est le responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont collectées et traitées aux seules fins suivantes :

- 1° la vérification du statut du candidat et l'authentification des documents visés aux articles 4 et 8 en cas de doute du centre d'examen pour l'accès à l'examen théorique en session spéciale ou en session adaptée ;
- 2° l'évaluation du projet-pilote visée à l'article 14 ;
- 3° l'établissement de statistiques générales et anonymes par les centres d'examen et l'administration à des fins d'examen et d'évaluation de la mesure politique.

Les données qui sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, sont anonymisées.

§ 4. La durée de conservation des données nécessaire à la réalisation des finalités est de 3 ans.

§ 5. Dans tous les cas, les personnes visées par le traitement de données au sein de l'administration sont informées sans délai par le responsable du traitement des éléments suivants :

- 1° l'identité et l'adresse professionnelle du responsable du traitement et de son représentant en Région wallonne ;
- 2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données ;
- 3° le destinataire des données et la finalité en vue de laquelle les données recueillies sont utilisées ;
- 4° les données à caractère personnel qui le concernent ;
- 5° les possibilités de saisine de l'Autorité de protection des données et son adresse ;
- 6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits ;
- 7° la durée de conservation des données.

§ 6. Le responsable du traitement prend toutes les mesures qui permettent de garantir la parfaite conservation des données à caractère personnel.

Les personnes qui reçoivent communication des données à caractère personnel dans le cadre des dispositions du présent décret prennent les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu du présent décret ou pour l'application de leurs obligations légales.

#### CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** Le projet pilote prend cours le 31 octobre 2024 pour une durée de trois ans, à moins que le Ministre ne fixe une date de fin anticipative, conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

**Art. 18.** Le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe 1<sup>ère</sup>

## « ATTESTATION DE DEMANDE DE PARTICIPATION A L'EXAMEN THEORIQUE EN SESSION SPECIALE PENDANT LA DUREE DU PROJET PILOTE

(A envoyer exclusivement dans la base de données spécifique des centres d'examen)

Conformément aux dispositions de de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée :

**Art. 3.** §1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 32, §5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, l'examen théorique en session spéciale est réservé aux **candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles sont insuffisantes.**

*Le candidat dont les facultés mentales ou intellectuelles sont insuffisantes s'entend comme celui pour lequel un diagnostic réalisé par un des organismes visés à l'article 4 établit qu'il ne dispose pas des facultés mentales ou intellectuelles suffisantes pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais reconnaît les facultés pour passer l'examen avec des aménagements en session spéciale.*

§2. (...)

**Art. 4.** §1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 32, §5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 et à l'article 3, §3 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2018, **peuvent délivrer une attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale :**

1° l'Agence wallonne pour une vie de qualité, en abrégé AViQ ou le Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben, en abrégé DSL ; ;

2° un centre psycho médicosocial ;

3° un institut d'enseignement spécial ;

4° un médecin spécialisé en neurologie, neuropsychiatrie, neuropédiatrie ;

5° un logopède ;

6° une entreprise de travail adapté ;

7° tout autre organisme désigné par le Ministre ou son délégué, selon les modalités qu'il détermine.

*Le Ministre ou son délégué **agrée** chacun des organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les modalités qu'il détermine.*

§2.

(...)

*L'attestation est valable **un an** à compter de sa délivrance.*

**Art. 5.** *L'organisme agréé visé à l'article 4 **envoie, dans la base de données** prévue à cet effet, l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale octroyée au candidat conformément à l'article 3.*

*Le Ministre ou son délégué fixe les modalités relatives à la base de données et à l'envoi des attestations.*

*Lors de l'inscription du candidat à la session spéciale, le centre d'examen consulte la base de données. Il valide l'inscription si l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session spéciale a été valablement introduite au nom du candidat par un organisme agréé.*

## CANDIDAT

Nom																
Prénom																
Code postal + Commune																
N° de registre national										-			-			

Je soussigné(e) .....(Nom, prénom, fonction),  
agissant en tant que responsable pour le compte de l'organisme suivant :

- AViQ/DSL
- Centre psycho médicosocial :  
..... (1)
- Institut d'enseignement spécial :  
..... (1)
- Médecin spécialisé en neurologie, neuropsychiatrie, neuropédiatrie :  
.....  
..... (1)
- Logopède :  
.....  
(1)
- Entreprise de travail adapté :  
..... (1)
- Autre Organisme désigné :  
..... (1)

AGREE sous le numéro ..... en date du  
.....(2)

**CERTIFIE QUE :**

Le candidat désigné ci-dessus **répond aux conditions prévues à l'article 3** de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... (date) portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée **lui permettant de présenter l'examen théorique en session spéciale.**

Date et signature du responsable

Cachet de l'organisme

(1) Nom + coordonnées de l'organisme agréé

(2) Seuls les organismes agréés conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et adaptée peuvent délivrer une attestation de demande de participation de l'examen théorique en session spéciale conformément : Indiquez la date et le numéro de l'agrément délivré à l'organisme

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

## Annexe 2

**« ATTESTATION DE DEMANDE DE PARTICIPATION A L'EXAMEN THEORIQUE EN SESSION ADAPTEE PENDANT LA DUREE DU PROJET PILOTE**

(A envoyer exclusivement dans la base de données spécifique des centres d'examen)

Conformément aux dispositions de de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée :

**Art. 7. §1<sup>er</sup>.** *Par dérogation à l'article 32, §5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, les candidats dont une des langues de l'examen est la langue maternelle et dont le niveau d'alphabétisation est insuffisant peuvent passer l'examen théorique en session adaptée. Le candidat dont le niveau d'alphabétisation est insuffisant s'entend comme celui pour lequel un organisme visé à l'article 8, 1° à 3°, établit qu'il ne dispose pas de la maîtrise suffisante des compétences langagières pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais reconnaît, sur base d'un test de positionnement, une maîtrise suffisante pour passer l'examen avec des aménagements en session adaptée.*

**§2.** *Les candidats dont la maîtrise des langues de l'examen est insuffisante peuvent également passer l'examen en session adaptée.*

*Le candidat dont la maîtrise des langues de l'examen est insuffisante s'entend comme celui dont aucune langue de l'examen n'est la langue maternelle et pour lequel un organisme visé à l'article 8, 3° à 6°, établit qu'il ne dispose pas de la maîtrise suffisante de l'une de celles-ci pour passer l'examen théorique selon les modalités ordinaires mais dont l'atteinte du niveau de langue tel que visé à l'article 8, § 2, lui permet de passer l'examen avec des aménagements en session adaptée.*

**§3.** (...)

**Art. 8. §1<sup>er</sup>.** **Peuvent délivrer l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée :**

1° un organisme exerçant des missions en lien avec l'alphabétisation sous le code NACE-BEL 85207 ;

2° un établissement de promotion sociale qui dispense des formations d'alphabétisation ;

3° un centre d'insertion socio-professionnelle agréé pour organiser la filière correspondant à la catégorie formation de base conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

4° un centre régional pour l'intégration des personnes étrangères agréé visé au titre IV du livre II, partie 2, du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

5° une initiative locale d'intégration des personnes étrangères agréée visée au titre V du livre II, partie 2, du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

6° un établissement de promotion sociale qui dispense des formations de français langue étrangère.

*Le Ministre ou son délégué agréé chacun des organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les modalités qu'il détermine.*

**§2. S'agissant des candidats visés à l'article 7, §2, l'organisme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, ne délivre l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée qu'après production d'un des documents suivants qui atteste l'atteinte, par le candidat, de la maîtrise du niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour l'ensemble des compétences langagières dans une des langues de l'examen :**

1° une attestation de réussite d'un test linguistique délivrée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, en abrégé FOREm ou autre office régional de la formation professionnelle et de l'emploi ;

2° un certificat linguistique délivré par le Bureau de Sélection de l'Administration fédérale, en abrégé SELOR ;

3° Une attestation de réussite délivrée par un organisme ou un établissement désigné par le Ministre ou son délégué, selon les modalités qu'il détermine.

§3. (...)

*L'attestation est valable **un an** à compter de sa délivrance.*

**Art. 9.** *L'organisme agréé visé à l'article 8 envoie, dans la base de données prévue à cet effet :*

1° *l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée octroyée au candidat conformément à l'article 7 ;*

2° *pour les candidats visés à l'article 7, §2, le document attestant la maîtrise du niveau A2 du Cadre européen commun de référence visé à l'article 8, § 2.*

*Le Ministre ou son délégué fixe les modalités relatives à la base de données et à l'envoi des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.*

*Lors de l'inscription du candidat à la session adaptée, le centre d'examen consulte la base de données. Il valide l'inscription si l'attestation de demande de participation à l'examen théorique en session adaptée accompagnée, le cas échéant, du document visé à l'article 8, §2, a été valablement introduite au nom du candidat par un organisme agréé.*

**CANDIDAT**

Nom																
Prénom																
Code postal + Commune																
N° de registre national										-			-			
Langue maternelle	<input type="radio"/> Français <input type="radio"/> Allemand <input type="radio"/> Néerlandais <input type="radio"/> Anglais <input type="radio"/> Autre : .....															

⇒ A compléter pour le candidat dont la langue maternelle est une des langues de l'examen (français, allemand, néerlandais, anglais) et dont le niveau d'alphabétisation est insuffisant

Je soussigné(e) .....(Nom, prénom, fonction), agissant en tant que responsable pour le compte de l'organisme suivant :

- Organisme exerçant des missions en lien avec l'alphabétisation sous le code NACE-BEL 85207..... (1)
- Etablissement de Promotion sociale dispensant des formations d'alphabétisation : .....(1)
- Centre d'insertion socio-professionnelle agréé pour organiser la filière correspondant à la catégorie formation de base: ..... (1)

AGREE sous le numéro .....en date du  
.....(2)

### CERTIFIE QUE :

Le candidat désigné ci-dessus **répond aux conditions prévues par l'article 7§1<sup>er</sup>** de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... (date) portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et adaptée, **lui permettant de présenter l'examen théorique en session adaptée.**

⇒ A compléter pour le candidat dont aucune des langues de l'examen (français, allemand, néerlandais, anglais) n'est la langue maternelle

Je soussigné(e) .....(Nom, prénom, fonction), agissant en tant que responsable pour le compte de l'organisme suivant :

- Centre régional pour l'intégration des personnes étrangères agréé:  
.....  
..... (1)
- Initiative locale d'intégration des personnes étrangères agréée :  
.....  
..... (1)
- Etablissement de Promotion sociale qui dispense des formations de français langue étrangère : .....  
..... (1)

AGREE sous le numéro .....en date du  
.....(2)

### 1. CERTIFIE QUE :

Le candidat désigné ci-dessus **répond aux conditions prévues par l'article 7, §2,** de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... (date) portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et adaptée, **lui permettant de présenter l'examen théorique en session adaptée.**

### 2. JOINT :

Le document suivant **attestant le niveau A2 du Cadre européen commun de référence** délivré au nom du candidat :

- Attestation de réussite d'un test linguistique délivrée par le Forem (ou autre Office régional de la formation professionnelle et de l'emploi)
- Certificat linguistique délivré par le SELOR
- Attestation de réussite délivrée par un organisme ou un établissement désigné par le Ministre ou son délégué

Date et signature du responsable

Cachet de l'organisme agréé

(1) Nom + coordonnées de l'organisme agréé

(2) Seuls les organismes agréés conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et adaptée peuvent délivrer une attestation de demande de participation de l'examen théorique en session spéciale conformément : Indiquez la date et le numéro de l'agrément délivré à l'organisme

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant sur la mise en place d'un projet-pilote relatif à l'organisation de l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/008504]

**16. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, Artikel 25 § 10 und 32 § 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind, Artikel 3;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 16. Februar 2024;

Aufgrund der am 27. Februar 2024 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. März 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Stellungnahme der Datenschutzbehörde vom 26. April 2024 mit Verweis auf ihre Standardstellungnahme Nr. 65/2023 vom 24. März 2023 über das Verfassen von normativen Texten;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 15. März 2024 unter der Nummer 75.902/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 18. März 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag der mit der Verkehrssicherheit beauftragten Ministerin und der Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung und soziale Maßnahmen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 - Definitionen und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - In vorliegendem Erlass gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der Königliche Erlass vom 23. März 1998: der Königliche Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

2° der Ministerielle Erlass vom 1. Oktober 2018: der Ministerielle Erlass zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind;

3° die Sprachen der Prüfung: die Sprachen der theoretischen Prüfung, die in Artikel 32 § 3 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 genannt werden;

4° die Verwaltung: die Direktion der Straßenverkehrsregulierung des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, die mit der Fahrausbildung beauftragt ist;

5° die Inspektoren: die Beamten und Bediensteten, die innerhalb der Direktion der Straßenverkehrsregulierung des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen mit der Inspektion und Kontrolle beauftragt sind;

6° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört;

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass gilt ausschließlich für die theoretische Führerscheinprüfung im Rahmen eines Pilotprojekts und betrifft Bewerber, für die eine Anpassung der Modalitäten als notwendig erachtet wird.

Er setzt Artikel 25 § 10 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Risikowahrnehmungstest für die Dauer des Pilotprojekts aus.

#### KAPITEL 2 - Umriss der theoretischen Prüfung in Sondersitzung während der Dauer des Pilotprojekts

**Art. 3** - § 1. Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 ist die theoretische Prüfung in Sondersitzung Bewerbern vorbehalten, deren geistige oder intellektuelle Fähigkeiten unzureichend sind.

Der Bewerber mit unzureichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten ist als derjenige zu verstehen, bei dem eine Diagnose durch eine der in Artikel 4 genannten Stellen ergibt, dass er nicht über die ausreichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten verfügt, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, aber die Fähigkeit anerkennt, die Prüfung mit Anpassungen in einer Sondersitzung abzulegen.

§ 2. Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten bezüglich der Anpassungen der Sondersitzung auf der Grundlage der Empfehlungen des in Artikel 12 genannten Lenkungsausschusses fest.

**Art. 4** - § 1. Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 und Artikel 3 § 3 des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 können die folgenden Stellen eine Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung ausstellen:

1° die wallonische Agentur für Lebensqualität, abgekürzt AViQ (Agence wallonne pour une vie de qualité), oder die Dienststelle für selbstbestimmtes Leben, abgekürzt DSL;

2° ein psycho-medizinisch-soziales Zentrum;

3° ein Institut für Sonderpädagogik;

4° ein Arzt mit Spezialisierung auf Neurologie, Neuropsychiatrie, Neuropädiatrie;

5° ein Logopäde;

6° ein- Betrieb für angepasste Arbeit;

7° jede andere Stelle, die vom Minister oder seinem Beauftragten gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten benannt wird.

Der Minister oder sein Beauftragter lässt jede der in Absatz 1 genannten Stellen nach den von ihm festgelegten Modalitäten zu.

§ 2. Abweichend von Artikel 3 § 1 des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 wird das Muster der Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung gemäß dem Muster festgelegt, das in dem dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 enthalten ist.

Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung.

**Art. 5** - Die in Artikel 4 genannte zugelassene Stelle übermittelt die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung, die dem Bewerber gemäß Artikel 3 gewährt wurde, an die dafür vorgesehene Datenbank.

Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten in Bezug auf die Datenbank und den Versand der Bescheinigungen fest.

Bei der Anmeldung des Bewerbers für die Sondersitzung ruft das Prüfungszentrum die Datenbank ab. Es validiert die Anmeldung, wenn die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung von einer zugelassenen Stelle im Namen des Bewerbers rechtsgültig eingereicht wurde.

**Art. 6** - Wird eine Nichteinhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels durch eine in Artikel 4 genannte Stelle festgestellt, so ergreift der Minister oder sein Beauftragter eine der in Artikel 12 § 1 genannten Maßnahmen gegen die betreffende Stelle gemäß dem in Artikel 12 § 2 festgelegten Verfahren.

#### KAPITEL 3 - Einrichtung der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung während der Dauer des Pilotprojekts

**Art. 7** - § 1. Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 können Bewerber, für die eine der Prüfungssprachen die Muttersprache ist und deren Alphabetisierungsniveau unzureichend ist, die theoretische Prüfung in angepasster Sitzung ablegen.

Der Bewerber, dessen Alphabetisierungsniveau unzureichend ist, ist derjenige, bei dem eine in Artikel 8 Ziffern 1 bis 3 genannte Stelle feststellt, dass er nicht über eine ausreichende Beherrschung der Sprachkompetenzen verfügt, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, sie diese Beherrschung aber auf der Grundlage eines Einstufungstests als ausreichend anerkennt, um die Prüfung mit Anpassungen in angepasster Sitzung abzulegen.

§ 2. Bewerber, die die Prüfungssprachen nicht ausreichend beherrschen, können die Prüfung auch in angepasster Sitzung ablegen.

Der Bewerber, der die Prüfungssprachen nicht ausreichend beherrscht, ist derjenige, für den keine der Prüfungssprachen die Muttersprache ist und für den eine in Artikel 8 Ziffern 3 bis 6 genannte Stelle feststellt, dass er eine dieser Sprachen nicht ausreichend beherrscht, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, dessen Erreichen des in Artikel 8 § 2 genannten Sprachniveaus es ihm jedoch ermöglicht, die Prüfung mit Anpassungen in einer angepassten Sitzung abzulegen.

§ 3. Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten bezüglich der Anpassungen der angepassten Sitzung auf der Grundlage der Empfehlungen des in Artikel 14 genannten Lenkungsausschusses fest.

**Art. 8 - § 1.** Die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung können die folgenden Stellen ausstellen:

1° eine Stelle, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Alphabetisierung unter dem NACE-BEL-Code 85207 ausführt;

2° eine Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Alphabetisierungskurse anbietet;

3° ein Zentrum für sozio-professionelle Eingliederung, das für die Organisation des der Kategorie Grundausbildung entsprechenden Bildungsgangs gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über Zentren für sozio-professionelle Eingliederung zugelassen ist;

4° ein in Titel IV von Buch II Teil 2 des wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit genanntes zugelassenes regionales Zentrum für die Integration von Ausländern;

5° eine in Titel V von Buch II Teil 2 des wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit genannte zugelassene lokale Initiative zur Integration von Ausländern;

6° eine Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Ausbildungen in Französisch als Fremdsprache anbietet.

Der Minister oder sein Beauftragter lässt jede der in Absatz 1 genannten Einrichtungen nach den von ihm festgelegten Modalitäten zu.

§ 2. In Bezug auf die in Artikel 7 § 2 genannten Bewerber stellt die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 3 bis 6 genannte Stelle die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung erst nach Vorlage eines der folgenden Dokumente aus, das bescheinigt, dass der Bewerber das Niveau A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für alle Sprachkompetenzen in einer der Prüfungssprachen erreicht hat:

1° eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss eines Sprachtests, die vom Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, abgekürzt FOREM, oder einem anderen regionalen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ausgestellt wird;

2° ein Sprachzertifikat, das vom Auswahlbüro der Federalverwaltung, abgekürzt SELOR, ausgestellt wurde;

3° eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss, die von einer vom Minister oder seinem Beauftragten bestimmten Stelle oder Einrichtung nach den von ihm festgelegten Modalitäten ausgestellt wird.

§ 3. Das Muster der Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung wird gemäß dem Muster in der dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 2 festgelegt.

Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von einem Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung.

**Art. 9 -** Die in Artikel 8 genannte zugelassene Stelle übermittelt an die dafür vorgesehene Datenbank:

1° die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung, die dem Bewerber gemäß Artikel 7 gewährt wurde;

2° für die in Artikel 7 § 2 genannten Bewerber, das Dokument, das die Beherrschung des in Artikel 8 § 2 genannten Niveaus A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens bescheinigt.

Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten in Bezug auf die Datenbank und den Versand der in Absatz 1 genannten Dokumente fest.

Bei der Anmeldung des Bewerbers zur angepassten Sitzung ruft das Prüfungszentrum die Datenbank ab. Es validiert die Anmeldung, wenn die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung, der gegebenenfalls das in Artikel 8 § 2 genannte Dokument beigefügt ist, von einer zugelassenen Stelle im Namen des Bewerbers rechtsgültig eingereicht wurde.

**Art. 10 -** Wird eine Nichteinhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels durch eine in Artikel 8 genannte Stelle festgestellt, so ergreift der Minister oder sein Beauftragter eine der in Artikel 12 § 1 genannten Maßnahmen gegen die betreffende Stelle gemäß dem in Artikel 12 § 2 genannten Verfahren.

#### KAPITEL 4 - Kontrollen und Sanktionen im Rahmen des Pilotprojekts

**Art. 11 - § 1.** Im Rahmen der Kontrolle der ordnungsgemäßen Durchführung des Pilotprojekts prüfen die Inspektoren, ob:

1° die in Artikel 4 genannten Stellen die in Artikel 3 § 1 festgelegte Bedingung für die Ausstellung einer Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung und das in Anhang 1 festgelegte Muster der Bescheinigung einhalten;

2° die in Artikel 8 genannten Stellen die in Artikel 7 §§ 1 und 2 und in Artikel 8 § 2 festgelegten Bedingungen für die Ausstellung einer Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung und das in Anhang 2 festgelegte Muster der Bescheinigung einhalten.

Zu Kontroll- oder Ermittlungszwecken:

1° stellen die Stellen auf Verlangen der Inspektoren alle Informationen über die Anwendung des vorliegenden Erlasses zur Verfügung;

2° können die Inspektoren auf die in den Artikeln 5 und 9 genannte Datenbank zugreifen.

§ 2. Nach jeder Kontrolle verfassen die Inspektoren einen Inspektionsbericht.

**Art. 12** - § 1. Wenn der in Artikel 11 § 2 genannte Inspektionsbericht eine Nichteinhaltung der Bedingungen für die Ausstellung einer Bescheinigung feststellt, ergreift der Minister oder sein Beauftragter eine der folgenden Maßnahmen gegen die betreffende Stelle:

1° eine Verwarnung;

2° die Aussetzung der in Artikel 4 § 1 Absatz 2 und Artikel 8 § 1 Absatz 2 genannten Zulassung für eine Dauer von einem Monat bis zu einem Jahr;

3° den Entzug der in Artikel 4 § 1 Absatz 2 und Artikel 8 § 1 Absatz 2 genannten Zulassung.

§ 2. Den in Paragraph 1 genannten Maßnahmen geht eine Mitteilung an die betroffene Stelle voraus, dass beabsichtigt wird, eine Sanktionsmaßnahme gegen sie zu ergreifen.

In der Mitteilung wird auf die Möglichkeit hingewiesen, innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt dieser Mitteilung eine schriftliche Verteidigung einzureichen.

Wenn die angekündigte Sanktion eine Maßnahme zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung betrifft, kann die schriftliche Verteidigung mit einem Antrag auf mündliche Verteidigung einhergehen. In diesem Fall findet die mündliche Verteidigung innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der schriftlichen Verteidigung gemäß der in Absatz 2 genannten Frist statt.

Die Entscheidung, ob eine Maßnahme nach Paragraph 1 ergriffen wird, wird innerhalb einer Frist von 30 Tagen mitgeteilt, die je nach Fall Folgendem folgt:

1° dem Erhalt der schriftlichen Verteidigung;

2° der mündlichen Verteidigung;

3° dem Datum des Ablaufs der in Absatz 2 genannten Frist, falls innerhalb dieser Frist keine schriftliche Verteidigung eingereicht wurde.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter innerhalb der in Absatz 4 genannten Frist keine Entscheidung trifft, wird davon ausgegangen, dass er auf die in Paragraph 1 genannte Maßnahme verzichtet.

**Art. 13** - Während des Zeitraums der Aussetzung oder nach der Entscheidung über den Entzug der Zulassung in Anwendung von Artikel 12 ist die betreffende Stelle nicht mehr berechtigt, die Bescheinigungen nach den Artikeln 4 und 8 auszustellen.

#### KAPITEL 5 - Überwachung und Bewertung des Pilotprojekts

**Art. 14** - § 1. Für die Dauer des Pilotprojekts wird von der Verwaltung ein Lenkungsausschuss eingesetzt. Er nimmt die in den Paragraphen 2 und 3 festgelegten Aufgaben wahr.

Der Lenkungsausschuss besteht mindestens aus:

1° einem Vertreter des ÖDW Mobilität und Infrastrukturen;

2° einem Vertreter des ÖDW Inneres und soziale Maßnahmen;

3° einem Vertreter des ÖDW Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° einem Vertreter jeder zugelassenen mit der Führerscheinprüfung beauftragten Kraftfahrzeugüberwachungseinrichtung gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Stellen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

§ 2. Vor dem Start des Pilotprojekts legt der Lenkungsausschuss fest, wie die theoretischen Prüfungen in Sondersitzungen und angepassten Sitzungen zu organisieren sind.

Die in Absatz 1 genannte Aufgabe kann in Absprache organisiert werden:

1° mit den in Artikel 4 genannten Stellen für die Sondersitzung;

2° mit den in Artikel 8 genannten Stellen für die angepasste Sitzung.

Der Lenkungsausschuss unterbreitet dem Minister oder seinem Beauftragten die Organisationsmodalitäten in Form von Empfehlungen.

§ 3. Der Lenkungsausschuss übernimmt die Überwachung des Pilotprojekts während seiner gesamten Laufzeit.

Der Lenkungsausschuss führt Folgendes durch:

1° jährliche Zwischenbewertungen;

2° eine abschließende Bewertung am Ende des Pilotprojekts.

Die in Absatz 2 genannten Bewertungen beinhalten die Überprüfung folgender Elemente:

1° der gemeinsamen Durchführung einer Sondersitzung und einer angepassten Sitzung für die theoretische Führerscheinprüfung;

2° der Relevanz der Umriss der Sondersitzung und der angepassten Sitzung sowohl in Bezug auf den Zugang für die Bewerber als auch in Bezug auf die Stellen, die berechtigt sind, eine Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme auszustellen;

3° der jeweiligen Organisationsmodalitäten für die Sondersitzung und die angepasste Sitzung, die in Paragraph 2 genannt werden;

4° der jeweiligen Teilnahme- und Erfolgsquoten der Sondersitzung und der angepassten Sitzung;

5° die Erfüllung der Bedürfnisse der Bürger durch das Pilotprojekt bei gleichzeitiger Gewährleistung der Verkehrssicherheit;

6° der Angemessenheit eines Sanktionssystems gegenüber den Stellen, die Teilnahmebescheinigungen ausstellen.

§ 4. Die in den Artikeln 4 und 8 genannten Stellen und die Prüfungszentren stellen auf Anfrage des Lenkungsausschusses alle Elemente zur Verfügung, die zur Erfüllung seiner Überwachungs- und Bewertungsaufgaben erforderlich sind.

**Art. 15** - § 1. Der Lenkungsausschuss legt dem Minister jährlich einen Bericht vor.

Dieser Bericht enthält die in Artikel 14 § 3 Absatz 2 Ziffer 1 genannte Zwischenbewertung.

Wenn der Minister der Ansicht ist, dass er auf der Grundlage des Jahresberichts über ausreichende Elemente verfügt, kann er beschließen, das Pilotprojekt vorzeitig zu beenden.

§ 2. Nach Abschluss des Pilotprojekts legt der Lenkungsausschuss dem Minister einen Abschlussbericht vor.

Dieser Bericht enthält Folgendes:

- 1° Elemente der Überwachung des Pilotprojekts;
- 2° die in Artikel 14 § 3 Absatz 2 Ziffer 2 genannte Abschlussbewertung;
- 3° Empfehlungen, wie mit dem Pilotprojekt weiter verfahren werden soll.

#### KAPITEL 6 - Verarbeitung personenbezogener Daten

**Art. 16** - § 1. Die Prüfungszentren und die Verwaltung verarbeiten folgende Daten:

1° die Daten, die in der in Artikel 4 genannten Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an einer Sondersitzung enthalten sind;

2° die Daten, die in der in Artikel 8 genannten Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an einer angepassten Sitzung enthalten sind;

3° die Daten, die in dem Dokument enthalten sind, das die Beherrschung des Niveaus A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens gemäß Artikel 9 § 1 Ziffer 2 bescheinigt.

§ 2. Die Verwaltung ist für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraf 1 genannten Daten werden ausschließlich zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° zur Überprüfung des Status des Bewerbers und der Beglaubigung der in den Artikeln 4 und 8 genannten Dokumente, wenn Zweifel seitens des Prüfungszentrums für den Zugang zur theoretischen Prüfung in Sondersitzung oder in angepasster Sitzung bestehen;

2° zur in Artikel 14 genannten Bewertung des Pilotprojekts;

3° zur Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Prüfungszentren und die Verwaltung zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die Daten, die für die in Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Zwecke gesammelt und verarbeitet werden, werden anonymisiert.

§ 4. Die Dauer der Aufbewahrung der Daten, die für die Durchführung der Zwecke erforderlich ist, beträgt 3 Jahre.

§ 5. In jedem Fall werden die Personen, die innerhalb der Verwaltung von der Datenverarbeitung betroffen sind, von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen unverzüglich über Folgendes informiert:

1° die Identität und die Geschäftsadresse des für die Verarbeitung Verantwortlichen und ihres Vertreters in der Wallonischen Region;

2° die gesetzliche oder verordnungsrechtliche Grundlage für die Datensammlung;

3° den Empfänger der Daten und den Zweck, zu dem die erhobenen Daten benutzt werden;

4° die personenbezogenen Daten, die die jeweilige Person betreffen;

5° die Möglichkeiten der Befassung der Datenschutzbehörde und deren Adresse;

6° das Recht auf Zugriff auf die Daten und auf Berichtigung fehlerhafter Daten sowie die Modalitäten für die Ausübung dieser Rechte;

7° die Dauer der Aufbewahrung der Daten.

§ 6. Der für die Datenverarbeitung Verantwortliche ergreift alle Maßnahmen zur einwandfreien Aufbewahrung der personenbezogenen Daten.

Die Personen, denen im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets personenbezogene Daten übermittelt werden, ergreifen die erforderlichen Maßnahmen, um die Vertraulichkeit dieser Daten zu gewährleisten und sicherzustellen, dass diese Daten nur für die durch oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Zwecke oder im Rahmen der Anwendung ihrer gesetzlichen Verpflichtungen benutzt werden.

#### KAPITEL 7 - Schlussbestimmungen

**Art. 17** - Das Pilotprojekt beginnt am 31. Oktober 2024 für eine Dauer von drei Jahren, es sei denn, der Minister legt gemäß Artikel 15 § 1 Absatz 2 ein vorzeitiges Enddatum fest.

**Art. 18** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

## Anhang 1

"BESCHEINIGUNG DES ANTRAGS AUF TEILNAHME AN DER THEORETISCHEN PRÜFUNG IN EINER SONDERSITZUNG WÄHREND DER DAUER DES PILOTPROJEKTS

(Ausschließlich an die dafür vorgesehene Datenbank der Prüfungszentren zu senden)

Gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung:

**Art. 3 - § 1.** Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 ist die theoretische Prüfung in Sondersitzung den **Bewerbern vorbehalten, deren geistige oder intellektuelle Fähigkeiten unzureichend sind.**

Der Bewerber mit unzureichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten ist derjenige, bei dem eine Diagnose durch eine der in Artikel 4 genannten Einrichtungen ergibt, dass er nicht über die ausreichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten verfügt, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, aber die Fähigkeit anerkennt, die Prüfung mit Anpassungen in einer Sondersitzung abzulegen.

§ 2. (...)

**Art. 4 - § 1.** Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 und Artikel 3 § 3 des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 können **eine Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung die folgenden Stellen ausstellen:**

1° die wallonische Agentur für Lebensqualität, abgekürzt AViQ (Agence wallonne pour une vie de qualité), oder die Dienststelle für selbstbestimmtes Leben, abgekürzt DSL;

2° ein psycho-medizinisch-soziales Zentrum;

3° ein Institut für Sonderpädagogik;

4° ein Arzt mit Spezialisierung auf Neurologie, Neuropsychiatrie, Neuropädiatrie;

5° ein Logopäde;

6° ein- Betrieb für angepasste Arbeit;

7° jede andere Stelle, die vom Minister oder seinem Beauftragten gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten benannt wird.

Der Minister oder sein Beauftragter **lässt** jede der in Absatz 1 genannten Stellen nach den von ihm festgelegten Modalitäten **zu**.

§ 2.

(...)

Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung.

**Art. 5 -** Die in Artikel 4 genannte zugelassene Stelle **sendet die dem Bewerber nach Artikel 3 erteilte Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung an die dafür vorgesehene Datenbank.**

Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten in Bezug auf die Datenbank und den Versand der Bescheinigungen fest.

Bei der Anmeldung des Bewerbers für die Sondersitzung ruft das Prüfungszentrum die Datenbank ab. Es validiert die Anmeldung, wenn die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung von einer zugelassenen Stelle im Namen des Bewerbers rechtsgültig eingereicht wurde.

## BEWERBER

Name													
Vorname													
Postleitzahl + Gemeinde													
Nationalregisternummer									-			-	

Ich, der/die Unterzeichnete .....(Name, Vorname, Funktion), handle als Verantwortliche/r im Auftrag der folgenden Stelle:

- AViQ/DSL
- Psycho-medizinisch-soziales Zentrum:  
..... (1)
- Institut für Sonderpädagogik:  
..... (1)
- Arzt mit Spezialisierung im Fachbereich Neurologie, Neuropsychiatrie, Neuropädiatrie:  
.....  
..... (1)
- Logopäde:  
.....  
(1)
- Betrieb für angepasste Arbeit:  
..... (1)
- Sonstige benannte Stelle:  
..... (1)

ZUGELASSEN unter der Nummer .....am Datum  
.....(2)

**BESCHEINIGT HIERMIT FOLGENDES:**

Der oben bezeichnete Bewerber **erfüllt die in Artikel 3** des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und in angepasster Sitzung **vorgesehenen Bedingungen, die es ihm ermöglichen, die theoretische Prüfung in Sondersitzung abzulegen.**

Datum und Unterschrift des Verantwortlichen Stempel der Stelle

- (1) Name + Kontaktdaten der zugelassenen Stelle
- (2) Nur die gemäß Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung zugelassenen Stellen können eine Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung ausstellen. Geben Sie das Datum und die Zulassungsnummer an, die der Stelle erteilt wurde

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts zur Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung beigelegt zu werden.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

## Anhang 2

**"BESCHEINIGUNG DES ANTRAGS AUF TEILNAHME AN DER THEORETISCHEN PRÜFUNG IN EINER ANGEPASSTEN SITZUNG WÄHREND DER DAUER DES PILOTPROJEKTS**

(Ausschließlich an die dafür vorgesehene Datenbank der Prüfungszentren zu senden)

Gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts zur Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung:

*Art 7 - § 1. Abweichend von Artikel 32 § 5 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998, können Bewerber, für die eine der Prüfungssprachen die Muttersprache ist und deren Alphabetisierungsniveau unzureichend ist, die theoretische Prüfung in einer angepassten Sitzung ablegen.*

*Der Bewerber, dessen Alphabetisierungsniveau unzureichend ist, ist derjenige, bei dem eine in Artikel 8 Ziffern 1 bis 3 genannte Stelle feststellt, dass er nicht über eine ausreichende Beherrschung der Sprachkompetenzen verfügt, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, sie diese Beherrschung aber auf der Grundlage eines Einstufungstests als ausreichend anerkennt, um die Prüfung mit Anpassungen in angepasster Sitzung abzulegen.*

*§ 2. Bewerber, die die Prüfungssprachen nicht ausreichend beherrschen, können die Prüfung auch in einer angepassten Sitzung ablegen.*

*Der Bewerber, der die Prüfungssprachen nicht ausreichend beherrscht, ist derjenige, dessen Muttersprache keine der Prüfungssprachen ist und für den eine in Artikel 8 Ziffern 3 bis 6 genannte Stelle feststellt, dass er eine dieser Sprachen nicht ausreichend beherrscht, um die theoretische Prüfung nach den normalen Modalitäten abzulegen, dessen Erreichen des in Artikel 8 § 2 genannten Sprachniveaus es ihm jedoch ermöglicht, die Prüfung mit Anpassungen in einer angepassten Sitzung abzulegen.*

*§ 3. (...)*

**Art. 8 - § 1. Können die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in einer angepassten Sitzung die folgenden Instanzen ausstellen:**

*1° eine Stelle, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Alphabetisierung unter dem NACE-BEL-Code 85207 ausführt;*

*2° eine Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Alphabetisierungskurse anbietet;*

*3° ein Zentrum für sozio-professionelle Eingliederung, das für die Organisation des der Kategorie Grundausbildung entsprechenden Bildungsgangs gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über Zentren für sozio-professionelle Eingliederung zugelassen ist;*

*4° ein in Titel IV von Buch II Teil 2 des wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit genanntes zugelassenes regionales Zentrum für die Integration von Ausländern;*

*5° eine in Titel V von Buch II Teil 2 des wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit genannte zugelassene lokale Initiative zur Integration von Ausländern;*

*6° eine Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Ausbildungen in Französisch als Fremdsprache anbietet.*

*Der Minister oder sein Beauftragter lässt jede der in Absatz 1 genannten Stellen nach den von ihm festgelegten Modalitäten zu.*

**§ 2. In Bezug auf die in Artikel 7 § 2 genannten Bewerber stellt die in Absatz 1 Ziffern 3 bis 6 genannte Stelle die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung erst nach Vorlage eines der folgenden Dokumente aus, das bescheinigt, dass der Bewerber das Niveau A2 des Gemeinsamen Europäischen**

**Referenzrahmens für alle Sprachkompetenzen in einer der Prüfungssprachen erreicht hat:**

- 1° eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss eines Sprachtests, die vom Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, abgekürzt FOREM, oder einem anderen regionalen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ausgestellt wird;
- 2° ein Sprachzertifikat, das vom Auswahlbüro der Föderalverwaltung, abgekürzt SELOR, ausgestellt wurde;
- 3° Eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss, die von einer vom Minister oder seinem Beauftragten bestimmten Stelle oder Einrichtung nach den von ihm festgelegten Modalitäten ausgestellt wird.

§ 3. (...)

*Die Bescheinigung hat eine Gültigkeit von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung.*

**Art. 9 - Die in Artikel 8 genannte zugelassene Stelle *übermittelt an die dafür vorgesehene Datenbank:***

1° die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung, die dem Bewerber gemäß Artikel 7 gewährt wurde;

2° für die in Artikel 7 § 2 genannten Bewerber, das Dokument, das die Beherrschung des in Artikel 8 § 2 genannten Niveaus A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens bescheinigt.

*Der Minister oder sein Beauftragter legt die Modalitäten in Bezug auf die Datenbank und den Versand der in Absatz 1 genannten Dokumente fest.*

*Bei der Anmeldung des Bewerbers zur angepassten Sitzung ruft das Prüfungszentrum die Datenbank ab. Es validiert die Anmeldung, wenn die Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in angepasster Sitzung, der gegebenenfalls das in Artikel 8 § 2 genannte Dokument beigelegt ist, von einer zugelassenen Stelle im Namen des Bewerbers rechtsgültig eingereicht wurde.*

**BEWERBER**

Name												
Vorname												
Postleitzahl + Gemeinde												
Nationalregisternummer								-			-	
Muttersprache	<input type="radio"/> Französisch <input type="radio"/> Deutsch <input type="radio"/> Niederländisch <input type="radio"/> Englisch <input type="radio"/> Sonstige: .....											

⇒ Ausfüllen für Bewerber, deren Muttersprache eine der Prüfungssprachen ist (Französisch, Deutsch, Niederländisch, Englisch) und deren Alphabetisierungsniveau unzureichend ist

Ich, der/die Unterzeichnete .....(Name, Vorname, Funktion), handle als Verantwortliche/r im Auftrag der folgenden Stelle:

Stelle, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Alphabetisierung wahrnimmt, unter NACE-BEL-Code

85207..... (1)

- Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Alphabetisierungskurse anbietet:  
.....  
.....(1)
- Zentrum für sozio-professionelle Eingliederung, das für die Organisation des der  
Kategorie Grundausbildung entsprechenden Bildungsgangs zugelassen ist:  
.....  
..... (1)

ZUGELASSEN unter der Nummer .....am Datum  
.....(2)

**BESCHEINIGT HIERMIT, DASS:**

Der oben bezeichnete Bewerber **erfüllt die in Artikel 7 § 1** des Erlasses der wallonischen Regierung vom ... (Datum) über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und in angepasster Sitzung **vorgesehenen Bedingungen, die es ihm ermöglichen, die theoretische Prüfung in angepasster Sitzung abzulegen.**

⇒ Auszufüllen für Bewerber, die keine der Prüfungssprachen (Französisch, Deutsch, Niederländisch, Englisch) als Muttersprache haben

Ich, der/die Unterzeichnete .....(Name, Vorname, Funktion), handle als Verantwortliche/r im Auftrag der folgenden Stelle:

- Zugelassenes regionales Zentrum für die Integration von Ausländern:  
.....  
..... (1)
- Zugelassene lokale Initiative zur Integration von Ausländern:  
.....  
..... (1)
- Lehranstalt für Weiterbildungsunterricht, die Ausbildungen in Französisch als Fremdsprache anbietet: .....  
..... (1)

ZUGELASSEN unter der Nummer .....am Datum  
.....(2)

**1. BESCHEINIGT HIERMIT, DASS:**

Der oben bezeichnete Bewerber **erfüllt die in Artikel 7 § 2** des Erlasses der wallonischen Regierung vom ... (Datum) über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und in angepasster Sitzung **vorgesehenen Bedingungen, die es ihm ermöglichen, die theoretische Prüfung in angepasster Sitzung abzulegen.**

**2. FÜGT FOLGENDES BEI:**

Das im Namen des Bewerbers ausgestellte folgende Dokument, **das das Niveau A2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens bescheinigt:**

- Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss eines Sprachtests, die vom FOREM (oder von einem anderen regionalen Amt für Berufsbildung und Beschäftigung) ausgestellt wird
- Von SELOR ausgestelltes Sprachzertifikat
- Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss, die von einer vom Minister oder seinem Beauftragten bestimmten Stelle oder Einrichtung ausgestellt wird

Datum und Unterschrift des Verantwortlichen .....Stempel der zugelassenen Stelle

(1) Name + Kontaktdaten der zugelassenen Stelle

(2) Nur die gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts bezüglich der Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung zugelassenen Stellen können eine Bescheinigung des Antrags auf Teilnahme an der theoretischen Prüfung in Sondersitzung ausstellen: Geben Sie das Datum und die Zulassungsnummer an, die der Stelle erteilt wurde

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 über die Einrichtung eines Pilotprojekts zur Organisation der theoretischen Führerscheinprüfung in Sondersitzung und angepasster Sitzung beigelegt zu werden.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

\_\_\_\_\_

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008504]

**16 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, artikelen 25, § 10, en 32, § 5;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen, artikel 3;

Gelet op het rapport van 16 februari 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2024;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 26 april 2024 ter verwijzing naar haar standaardadvies nr. 65/2023 van 24 maart 2023 met betrekking tot het opstellen van normatieve teksten ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 15 maart 2024 op de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.902/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 18 maart 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister belast met Verkeersveiligheid en de Minister van Werk, Vorming en Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder:

1° koninklijk besluit van 23 maart 1998: het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018;

2° ministerieel besluit van 1 oktober 2018: het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen;

3° talen van het examen: de talen van het theoretisch examen bedoeld in artikel 32, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998;

4° administratie: de Directie Regulering van het Vervoer over de weg van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, die belast is met de rijopleiding;

5° inspecteurs: de ambtenaren en personeelsleden belast met inspectie en controle binnen de Directie Regulering van het Vervoer over de weg van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

6° Minister: de Minister belast met Verkeersveiligheid.

**Art. 2.** Dit besluit is uitsluitend van toepassing op het theoretisch examen van het rijbewijs in het kader van een proefproject en heeft betrekking op kandidaten voor wie een aanpassing van de voorwaarden noodzakelijk wordt geacht.

Het schorst artikel 25, § 10, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende de risicoperceptietest voor de duur van het proefproject.

#### HOOFDSTUK 2. — *Hoofdpijnen van het theoretisch examen in bijzondere zitting voor de duur van het proefproject*

**Art. 3.** § 1. In afwijking van artikel 32, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 wordt het theoretisch examen in een speciale zitting voorbehouden aan kandidaten met onvoldoende mentale of intellectuele capaciteiten.

De kandidaat met ontoereikende mentale of intellectuele vermogens wordt gedefinieerd als een kandidaat bij wie uit een diagnose door een van de in artikel 4 genoemde instellingen blijkt dat hij onvoldoende mentale of intellectuele vermogens heeft om het theoretisch examen op de gewone manier af te leggen, maar erkent dat hij wel de vermogens heeft om het examen met speciale voorzieningen in bijzondere zitting af te leggen.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten van de speciale zitting vast op basis van de aanbevelingen van de in artikel 12 bedoelde stuurgroep.

**Art. 4.** § 1. In afwijking van artikel 32, § 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 en artikel 3, § 3, van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 kan hierna een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting worden afgeleverd door:

1° het "Agence wallonne pour une vie de qualité", afgekort AViQ of de Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben, afgekort DSL;

2° een psycho-medico-sociaal centrum;

3° een instituut voor buitengewoononderwijs,

4° een arts gespecialiseerd in neurologie, neuropsychiatrie en neuropediatrie;

5° een logopedist;

6° een bedrijf voor aangepast werk;

7° elke andere door de Minister of zijn afgevaardigde aangewezen instelling, overeenkomstig de door hem bepaalde modaliteiten.

De Minister of zijn afgevaardigde erkent elke van de in lid 1 bedoelde instellingen overeenkomstig de modaliteiten die hij vaststelt.

§ 2. In afwijking van artikel 3, § 1, van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018, wordt het model van het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting vastgesteld overeenkomstig het model dat is opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

Het getuigschrift heeft een geldigheid van één jaar, te rekenen van de datum van de afgifte ervan.

**Art. 5.** De erkende instelling bedoeld in artikel 4 zal het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting, toegekend aan de kandidaat overeenkomstig artikel 3, invoeren in de daartoe voorziene databank.

De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten vast met betrekking tot de databank en de verzending van de getuigschriften.

Wanneer de kandidaat zich inschrijft voor de speciale zitting, raadpleegt het examen centrum de databank Het valideert de inschrijving als het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting geldig is ingediend namens de kandidaat door een erkende instelling.

**Art. 6.** Wanneer de niet-naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt vastgesteld door een instelling bedoeld in artikel 4, neemt de Minister of zijn afgevaardigde een van de maatregelen bedoeld in artikel 12, § 1, tegen de betrokken instelling overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 12, § 2.

*HOOFDSTUK 3. — Uitvoering van het theoretisch examen in aangepaste zitting voor de duur van het proefproject*

**Art. 7.** § 1. In afwijking van artikel 32, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 kunnen kandidaten met als moedertaal één van de examentalen en met een ontoereikende lees- en schrijfvaardigheid het theoretisch examen afleggen in aangepaste zitting.

Onder kandidaat met een ontoereikende lees- en schrijfvaardigheid wordt verstaan de kandidaat voor wie een instelling, vermeld in artikel 8, 1° tot 3°, vaststelt dat hij de taalcompetenties onvoldoende beheerst om het theoretisch examen volgens de gewone modaliteiten af te leggen, maar op basis van een niveautest erkent dat hij de taalcompetenties voldoende beheerst om het examen met aanpassingen in aangepaste zitting af te leggen.

§ 2. Kandidaten die de examentalen onvoldoende beheersen, kunnen het examen ook in aangepaste zitting afleggen.

Onder een kandidaat die de examentalen onvoldoende beheerst, wordt verstaan een kandidaat voor wie geen van de examentalen de moedertaal is en voor wie een instelling bedoeld in artikel 8, 3° tot 6° vaststelt dat hij één van deze talen onvoldoende beheerst om het theoretisch examen volgens de gewone modaliteiten af te leggen, maar van wie het behalen van het taalniveau bedoeld in artikel 8, § 2, hem toelaat het examen met aanpassingen in aangepaste zitting af te leggen.

§ 3. De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten van de aangepaste zitting vast op basis van de aanbevelingen van de in artikel 14 bedoelde stuurgroep.

**Art. 8.** § 1. Het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting kan worden afgeleverd door:

1° een instelling die alfabetiseringsactiviteiten verricht onder NACE-BEL-code 85207;

2° een instelling voor sociale promotie die alfabetiseringscursussen geeft;

3° een centrum voor socioprofessionele inschakeling dat erkend is voor de organisatie van de opleiding die overeenstemt met de categorie basisopleiding overeenkomstig het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

4° een erkend gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen bedoeld in titel IV van boek II, deel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

5° een erkend lokaal integratie-initiatief voor vreemdelingen bedoeld in titel V van Boek II, Deel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

6° een instelling voor sociale promotie die cursussen Frans als vreemde taal aanbiedt;

De Minister of zijn afgevaardigde erkent elke van de instellingen bedoeld in het eerste lid volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

§ 2. Voor de kandidaten bedoeld in artikel 7, § 2, geeft de instelling bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3° tot en met 6°, het getuigschrift betreffende de aanvraag om het theoretisch examen in aangepaste zitting af te leggen slechts af na overlegging van een van de volgende documenten waaruit blijkt dat de kandidaat in een van de examentalen niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen heeft bereikt:

1° een getuigschrift van het succesvol afleggen van een taaltest uitgereikt door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort FOREM, of een andere gewestelijke instelling voor beroepsopleiding en werkgelegenheid;

2° een taalattest afgeleverd door het Selectiebureau van de federale administratie, afgekort SELOR;

3° een attest van succesvolle voltooiing, afgegeven door een instantie of instelling die door de Minister of zijn afgevaardigde is aangewezen overeenkomstig de door hem vastgestelde modaliteiten.

§ 3. Het model van het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting wordt vastgesteld overeenkomstig het model dat is opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit.

Het getuigschrift heeft een geldigheid van één jaar, te rekenen van de datum van de afgifte ervan.

**Art. 9.** De in artikel 8 bedoelde erkende instelling stuurt de volgende informatie naar de hiertoe opgezette databank:

1° het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting, toegekend aan de kandidaat overeenkomstig artikel 7;

2° voor de kandidaten bedoeld in artikel 7, § 2, het document waaruit blijkt dat zij niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader, bedoeld in artikel 8, § 2, beheersen.

De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten vast met betrekking tot de databank en de verzending van de documenten bedoeld in het eerste lid.

Wanneer de kandidaat zich inschrijft voor de aangepaste zitting, raadpleegt het examen centrum de databank Het valideert de inschrijving als het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting, in voorkomend geval, vergezeld van het document bedoeld in artikel 8, § 2, geldig is ingediend namens de kandidaat door een erkende instelling.

**Art. 10.** Wanneer de niet-naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt vastgesteld door een instelling bedoeld in artikel 8, neemt de Minister of zijn afgevaardigde een van de maatregelen bedoeld in artikel 12, § 1, tegen de betrokken instelling overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 12, § 2.

HOOFDSTUK 4. — *Controles en sancties in het kader van het proefproject*

**Art. 11.** § 1. In het kader van de controle op de correcte uitvoering van het proefproject gaan de inspecteurs na of :

1° de in artikel 4 bedoelde instellingen voldoen aan de in artikel 3, § 1 er, vastgestelde voorwaarde voor het afleveren van een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting, en aan het modelgetuigschrift zoals bepaald in bijlage 1;

2° de in artikel 8 bedoelde instellingen voldoen aan de in artikel 7, §§ 1 en 2 en in artikel 8, § 2, vastgestelde voorwaarden voor het afleveren van een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting, en aan het modelgetuigschrift zoals bepaald in bijlage 2.

Voor controle of onderzoek :

1° verstrekken de instellingen op verzoek van de inspecteurs alle informatie betreffende de toepassing van dit besluit;

2° kunnen de inspecteurs de gegevensbank bedoeld in de artikelen 5 en 9 raadplegen.

§ 2. Aan het einde van elke controle stellen de inspecteurs een inspectieverslag op.

**Art. 12.** § 1. Wanneer in het in artikel 11, § 2, bedoelde inspectieverslag wordt vastgesteld dat de voorwaarden voor de afgifte van een getuigschrift niet zijn nageleefd, neemt de Minister of zijn afgevaardigde een van de volgende maatregelen tegen de betrokken instelling:

1° een waarschuwing;

2° de schorsing van de erkenning bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, en artikel 8, § 1<sup>er</sup>, tweede lid, voor een periode van één maand tot één jaar;

3° de intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, en artikel 8, § 1, tweede lid

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maatregelen worden voorafgegaan door een kennisgeving aan de betrokken instelling van het voornemen om een sanctie tegen haar in te stellen.

De kennisgeving omvat de mogelijkheid om binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving schriftelijk verweer te voeren.

Indien de aangekondigde sanctie een schorsing of intrekking van erkenning betreft, kan het schriftelijk verweer vergezeld gaan van een verzoek tot mondeling verweer. In dit geval vindt het mondelinge verweer plaats binnen vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijke verweer, met inachtneming van de in lid 2 bedoelde termijn.

De beslissing over het al dan niet nemen van een maatregel als bedoeld in paragraaf 1 wordt meegedeeld binnen dertig dagen na, naar gelang van het geval:

1° de ontvangst van het schriftelijk verweer;

2° het mondeling verweer;

3° de datum van het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn, indien een schriftelijk verweer niet binnen die termijn is ontvangen.

Indien de Minister of zijn afgevaardigde geen besluit neemt binnen de in lid 4 bedoelde termijn, wordt hij geacht te hebben afgezien van de in § 1 bedoelde maatregel

**Art. 13.** Tijdens de schorsingsperiode of na de beslissing tot intrekking van de erkenning op grond van artikel 12, is de betrokken instelling niet langer gemachtigd de in de artikelen 4 en 8 bedoelde getuigschriften af te geven.

HOOFDSTUK 5. — *Opvolging en evaluatie van het proefproject*

**Art. 14.** § 1. De administratie richt een stuurgroep op voor de duur van het proefproject. Hij voert de in de paragrafen 2 en 3 beschreven taken uit.

De stuurgroep bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

2° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie;

3° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek;

4° een vertegenwoordiger van elk van de organismen belast met de keuring van voertuigen, erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht;

§ 2. Voor de start van het proefproject zal de stuurgroep bepalen hoe de theoretische examens in bijzondere en aangepaste zittingen zullen worden georganiseerd.

De in lid 1 bedoelde taak kan worden georganiseerd in overleg:

1° voor de bijzondere zitting, met de instellingen bedoeld in artikel 4;

2° voor de aangepaste zitting, met de instellingen bedoeld in artikel 8.

De stuurgroep legt de organisatorische modaliteiten voor aan de Minister of zijn afgevaardigde in de vorm van aanbevelingen.

§ 3. De stuurgroep is verantwoordelijk voor het toezicht op het proefproject tijdens de hele duur ervan.

De stuurgroep gaat over tot:

1° maandelijks tussentijdse evaluaties;

2° een eindevaluatie aan het einde van het proefproject.

De in lid 2 bedoelde kennisgeving bevat minstens de volgende elementen:

1° de gezamenlijke uitvoering van een bijzondere zitting en een aangepaste zitting voor het theoretisch rijexamen;

2° de relevantie van de hoofdlijnen van de bijzondere zitting en de aangepaste zitting, zowel wat betreft de toegang voor de kandidaten als wat betreft de instellingen die bevoegd zijn om een getuigschrift betreffende de deelnameaanvraag af te leveren;

3° de respectieve organisatorische modaliteiten voor de bijzondere zitting en de aangepaste zitting bedoeld in paragraaf 2;

4° de respectieve deelname- en slaagpercentages voor de speciale zitting en de aangepaste zitting;

5° het antwoord van het proefproject aan de behoeften van de burgers waarbij de verkeersveiligheid tegelijkertijd wordt gegarandeerd;

6° de relevantie van een systeem van sancties tegen instellingen die deelnamegetuigschriften afleveren.

§ 4. De in de artikelen 4 en 8 bedoelde instellingen en de examencentra verstrekken de stuurgroep op verzoek alle informatie die hij nodig heeft voor de uitoefening van zijn toezichts- en evaluatietaken.

**Art. 15.** § 1. De stuurgroep dient jaarlijks een verslag in bij de Minister.

Dit verslag bevat de tussentijdse evaluatie bedoeld in artikel 14, § 3, tweede lid, 1°.

Wanneer de Minister van mening is dat hij voldoende informatie heeft op basis van het jaarverslag, kan hij beslissen het proefproject voortijdig te beëindigen.

§ 2. Aan het einde van het proefproject dient de stuurgroep een eindverslag in bij de Minister.

Dat verslag bevat:

1° de opvolging van het proefproject;

2° de eindevaluatie bedoeld in artikel 14, § 3, tweede lid, 2°;

3° aanbevelingen voor de follow-up van het proefproject.

#### HOOFDSTUK 6. — *Verwerking van persoonsgegevens.*

**Art. 16.** § 1. De examencentra en de administratie verwerken de volgende gegevens:

1° de gegevens vermeld op het in artikel 4 bedoelde getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan een bijzondere zitting;

2° de gegevens vermeld op het in artikel 8 bedoelde getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan een aangepaste zitting;

3° de gegevens bedoeld in het document waaruit blijkt dat zij niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader, bedoeld in artikel 9, § 1, beheersen.

§ 2. De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG

§ 3. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden uitsluitend verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de verificatie van het statuut van de kandidaat en de authenticatie van de documenten bedoeld in de artikelen 4 en 8 in geval van twijfel over het examencentrum voor toegang tot het theoretisch examen in bijzondere zitting of in aangepaste zitting;

2° de inhoud van het proefproject bedoeld in artikel 14

3° het opstellen van algemene en anonieme statistieken door de examencentra en de administratie ten behoeve van het onderzoek en de evaluatie van de beleidsmaatregel.

Gegevens die worden verzameld en verwerkt voor de doeleinden bedoeld in lid 1, 2° en 3° worden anoniem gemaakt.

§ 4. De gegevens worden 3 jaar bewaard voor de doeleinden waarvoor ze zijn verzameld.

§ 5. In alle gevallen stelt de verantwoordelijke voor de verwerking de personen op wie de gegevensverwerking betrekking heeft, onverwijld in kennis van het volgende:

1° de identiteit en het kantooradres van de verantwoordelijke voor de verwerking en zijn vertegenwoordiger in het Waalse Gewest;

2° de wettelijke of reglementaire grondslag van de gegevensverzameling;

3° de ontvanger van de gegevens en het doel waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;

4° de persoonsgegevens van de betrokken persoon;

5° de mogelijkheden om een zaak aanhangig te maken bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en haar adres;

6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regelen voor de uitoefening van deze rechten;

7° de duur van de verwerking en de opslag van de gegevens

§ 6. De verantwoordelijke voor de verwerking neemt alle maatregelen die nodig zijn om ervoor te zorgen dat persoonsgegevens volledig worden bewaard.

De personen die uit hoofde van de bepalingen van dit decreet persoonsgegevens ontvangen, nemen maatregelen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens en het gebruik ervan uitsluitend voor de bij of krachtens dit decreet vastgestelde doeleinden of ter nakoming van hun wettelijke verplichtingen te waarborgen.

#### HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** Het proefproject loopt vanaf 31 oktober 2024 voor een periode van drie jaar, tenzij de Minister overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid, een eerdere einddatum vaststelt.

**Art. 18.** De Minister belast met Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

## Bijlage 1

## "GETUIGSCHRIFT BETREFFENDE DE AANVRAAG TOT DEELNAME AAN HET THEORETISCH EXAMEN IN BIJZONDERE ZITTING VOOR DE DUUR VAN HET PROEFPROJECT

(Uitsluitend te versturen naar de specifieke database van examencentra)

Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2024 betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen:

*Art. 3. §1. In afwijking van artikel 32, §5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 wordt het theoretisch examen in bijzondere zitting voorbehouden aan kandidaten ontoereikende mentale of intellectuele vermogens.*

*De kandidaat met ontoereikende mentale of intellectuele vermogens wordt gedefinieerd als een kandidaat bij wie uit een diagnose door een van de in artikel 4 genoemde instellingen blijkt dat hij onvoldoende mentale of intellectuele vermogens heeft om het theoretisch examen op de gewone manier af te leggen, maar erkent dat hij wel de vermogens heeft om het examen met speciale voorzieningen in bijzondere zitting af te leggen.*

§2. (...)

*Art. 4. §1. In afwijking van artikel 32, §5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 en artikel 3, §3, van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018, kan hierna **een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting worden afgeleverd** door:*

*1° het "Agence wallonne pour une vie de qualité", afgekort AViQ of de Dienststelle für*

*Selbstbestimmtes Leben, afgekort DSL;*

*2° een psycho-medico-sociaal centrum;*

*3° een instituut voor buitengewoononderwijs,*

*4° een arts gespecialiseerd in neurologie, neuropsychiatrie en neuropediatrie;*

*5° een logopedist;*

*6° een bedrijf voor aangepast werk;*

*7° elke andere door de Minister of zijn afgevaardigde aangewezen instelling, overeenkomstig de door hem bepaalde modaliteiten.*

*De Minister of zijn afgevaardigde **erkent** elke van de in lid 1 bedoelde instellingen overeenkomstig de modaliteiten die hij vaststelt.*

§2.

(...)

*Het getuigschrift heeft een geldigheid van **één jaar**, te rekenen van de datum van de afgifte ervan.*

*Art. 5. De erkende instelling bedoeld in artikel 4 zal het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting, toegekend aan de kandidaat overeenkomstig artikel 3, **invoeren in de daartoe voorziene databank.***

*De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten vast met betrekking tot de databank en de verzending van de getuigschriften.*

*Wanneer de kandidaat zich inschrijft voor de speciale zitting, raadpleegt het examencentrum de databank. Het valideert de inschrijving als het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting geldig is ingediend namens de kandidaat door een erkende instelling.*

## KANDIDAAT

Naam													
Voornaam`													
Postcode + Gemeente													
Rijksregisternummer									-			-	

Ik, ondergetekende .....(Naam, voornaam, functie), handelend als verantwoordelijke namens de volgende instelling:

- AViQ/DSL
- Psycho-medico-sociaal centrum:  
..... (1)
- Instituut voor buitengewoononderwijs:  
..... (1)
- Arts gespecialiseerd in neurologie, neuropsychiatrie en neuropediatrie  
..... (1)
- Logopedist:  
..... (1)
- Bedrijf voor aangepast werk  
..... (1)
- Andere aangewezen instelling:  
..... (1)

ERKEND onder nummer .....op .....(2)

**VERKLAAR DAT:**

De hierboven aangewezen kandidaat **voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen** waardoor hij het theoretisch examen in bijzondere kan afleggen .

Datum en ondertekening van de verantwoordelijke erkende instelling

Stempel van de

- (1) Naam + contactgegevens van de erkende instelling
- (2) Enkel de instellingen die erkend zijn overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen mogen een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting afleveren overeenkomstig : Vermeld de datum en het nummer van de erkenning die aan de instelling is verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2024 betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen.

Namen, 16 mei 2024

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

## Bijlage 2

**"GETUIGSCHRIFT BETREFFENDE DE AANVRAAG TOT DEELNAME AAN HET THEORETISCH EXAMEN IN AANGEPASTE ZITTING VOOR DE DUUR VAN HET PROEFPROJECT**

(Uitsluitend te versturen naar de specifieke database van examencentra)

Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2024 betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen:

*Art. 7. §1. In afwijking van artikel 32, §5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 kunnen kandidaten met als moedertaal één van de examentalen en met een **ontoereikende lees- en schrijfvaardigheid** het theoretisch examen afleggen in een aangepaste zitting.*

*Onder kandidaat met een ontoereikende lees- en schrijfvaardigheid wordt verstaan de kandidaat voor wie een instelling, vermeld in artikel 8, 1° tot 3°, vaststelt dat hij de taalcompetenties onvoldoende beheerst om het theoretisch examen volgens de gewone modaliteiten af te leggen, maar op basis van een niveautest erkent dat hij de taalcompetenties voldoende beheerst om het examen met aanpassingen in aangepaste zitting af te leggen.*

*§2. Kandidaten die **de examentalen onvoldoende beheersen**, kunnen het examen ook in een aangepaste zitting afleggen.*

*Onder een kandidaat die de examentalen onvoldoende beheerst, wordt verstaan een kandidaat voor wie geen van de examentalen de moedertaal is en voor wie een instelling bedoeld in artikel 8, 3° tot 6° vaststelt dat hij één van deze talen onvoldoende beheerst om het theoretisch examen volgens de gewone modaliteiten af te leggen, maar van wie het behalen van het taalniveau bedoeld in artikel 8, §2 hem toelaat het examen met aanpassingen in aangepaste zitting af te leggen.*

*§3. (...)*

**Art. 8. §1. Het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting kan worden afgeleverd door:**

*1° een instelling die alfabetiseringsactiviteiten verricht onder NACE-BEL-code 85207;*

*2° een instelling voor sociale promotie die alfabetiseringscursussen geeft;*

*3° een centrum voor socioprofessionele inschakeling dat erkend is voor de organisatie van de opleiding die overeenstemt met de categorie basisopleiding overeenkomstig het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;*

*4° een erkend gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen bedoeld in titel IV van boek II, deel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;*

*5° een erkend lokaal integratie-initiatief voor vreemdelingen bedoeld in titel V van Boek II, Deel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;*

*6° een instelling voor sociale promotie die cursussen Frans als vreemde taal aanbiedt;*

*De Minister of zijn afgevaardigde **erkent** elke van de in lid 1 bedoelde instellingen overeenkomstig de modaliteiten die hij vaststelt.*

*§2. Voor de kandidaten bedoeld in artikel 7, §2, geeft de instelling bedoeld in lid 1, eerste lid, 3° tot en met 6°, het getuigschrift betreffende de aanvraag om het theoretisch examen in aangepaste zitting af te leggen slechts af na overlegging van één van de volgende documenten waaruit blijkt dat de kandidaat het niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen beheerst in één van de examentalen:*

*1° een getuigschrift van het succesvol afleggen van een taaltest uitgereikt door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort FOREM, of een andere gewestelijke instelling voor beroepsopleiding en werkgelegenheid;*

2° een taalattest afgeleverd door het Selectiebureau van de federale administratie, afgekort SELOR;

3° een attest van succesvolle voltooiing, afgegeven door een instantie of instelling die door de Minister of zijn afgevaardigde is aangewezen overeenkomstig de door hem vastgestelde modaliteiten.

§3. (...)

*Het getuigschrift heeft een geldigheid van één jaar, te rekenen van de datum van de afgifte ervan.*

**Art. 9.** *De in artikel 8 bedoelde erkende instelling stuurt de volgende informatie naar de hiertoe opgezette databank:*

*1° het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting, toegekend aan de kandidaat overeenkomstig artikel 7;*

*2° voor de kandidaten bedoeld in artikel 7, § 2, het document waaruit blijkt dat zij niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader, bedoeld in artikel 8, §2, beheersen.*

*De Minister of zijn afgevaardigde stelt de modaliteiten vast met betrekking tot de databank en de verzending van de documenten bedoeld in het eerste lid.*

*Wanneer de kandidaat zich inschrijft voor de aangepaste zitting, raadpleegt het examencentrum de databank Het valideert de inschrijving als het getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in aangepaste zitting, in voorkomend geval, vergezeld van het document bedoeld in artikel 8, §2, geldig is ingediend namens de kandidaat door een erkende instelling.*

**KANDIDAAT**

Naam	
Voornaam`	
Postcode + Gemeente	
Rijksregisternummer	
Moedertaal	<input type="radio"/> Frans <input type="radio"/> Duits <input type="radio"/> Nederlands <input type="radio"/> Engels <input type="radio"/> Andere: .....

⇒ In te vullen door kandidaten met als moedertaal een van de examentalen (Frans, Duits, Nederlands, Engels) en met onvoldoende lees- en schrijfvaardigheid

Ik, ondergetekende .....(Naam, voornaam, functie), handelend als verantwoordelijke namens de volgende instelling:

- Instelling die alfabetiseringsactiviteiten verricht onder NACE-BEL-code 85207..... (1)
- Instelling voor sociale promotie die alfabetiseringscursussen geeft: .....(1)
- Centrum voor socioprofessionele integratie erkend om de cursus te organiseren die overeenkomt met de categorie basisopleiding: ..... (1)

ERKEND onder nummer .....op .....(2)

**VERKLAAR DAT:**

De hierboven aangewezen kandidaat **voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 7, § 1** van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen, **waardoor hij het theoretisch examen in bijzondere kan afleggen.**

⇒ In te vullen door kandidaten van wie de moedertaal niet een van de examentalen is (Frans, Duits, Nederlands of Engels).

Ik, ondergetekende .....(Naam, voornaam, functie), handelend als verantwoordelijke namens de volgende instelling:

- Erkend gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen:  
.....  
..... (1)
- Erkend plaatselijk initiatief voor de integratie van vreemdelingen  
.....  
..... (1)
- Instelling voor sociale promotie die cursussen Frans als vreemde taal aanbiedt: .....  
..... (1)

ERKEND onder nummer .....op .....(2)

**1. VERKLAAR DAT:**

De hierboven aangewezen kandidaat **voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 7, § 2** van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen, **waardoor hij het theoretisch examen in aangepaste zitting kan afleggen.**

**2. VOEG HIERBIJ:**

Het volgende document **ter certificering van niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen** afgegeven op naam van de kandidaat:

- Getuigschrift van het succesvol afleggen van een taaltest uitgereikt door FOREm (of een andere gewestelijke instelling voor beroepsopleiding en werkgelegenheid)
- Taalcertificaat afgegeven door SELOR
- Certificaat van voltooiing afgegeven door een instantie of instelling aangewezen door de Minister of zijn afgevaardigde

Datum en ondertekening van de verantwoordelijke erkende instelling

Stempel van de

(1) Naam + contactgegevens van de erkende instelling

(2) Enkel de instellingen die erkend zijn overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen mogen een getuigschrift betreffende de aanvraag tot deelname aan het theoretisch examen in bijzondere zitting afleveren overeenkomstig: Vermeld de datum en het nummer van de erkenning die aan de instelling is verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2024 betreffende de uitvoering van een proefproject met betrekking tot de organisatie van het theoretisch rijexamen in bijzondere en aangepaste zittingen.

Namen, 16 mei 2024

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008518]

25 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et dans la première transformation et commercialisation dans le secteur sylvicole

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 alinéas 1<sup>er</sup> et 2, D.243, D.245 à 249 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et dans la première transformation et commercialisation dans le secteur sylvicole, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2024 modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et dans la première transformation et commercialisation dans le secteur sylvicole;